

Alain Carignon souhaite retrouver l'Assemblée nationale en 2007

UMP

L'ancien ministre de la Communication, condamné en 1996 à trois ans de prison ferme, souhaite se présenter dans la première circonscription de l'Isère.

OPINIÂTRE, Alain Carignon n'a jamais renoncé à sa seule « obsession » : la politique. Il le redit dans un livre publié ces jours-ci (1). L'année qui vient sera un nouveau « moment de vérité » pour celui qui conquiert Grenoble à 34 ans, à la barbe du mythique maire PS de l'époque, Hubert Dubedout.

A 57 ans, dix ans après sa condamnation à trois ans de prison ferme pour corruption et abus de biens sociaux dans l'affaire Dauphiné News, il espère recevoir l'investiture UMP dans la première circonscription de l'Isère, détenue aujourd'hui par le député Ri-

chard Cazenave. Pour mieux se relancer, il publie donc cent quarante pages d'un long plaidoyer pro domo. « Victime expiatoire », écrit-il, il estime avoir payé sa dette. Il note même crânement : « Je ressens une supériorité par rapport aux élus actuels qui ont tous bénéficié des mêmes conditions de vie publique que moi-même et n'en ont pas rendu compte à la société. »

Soutenu par Nicolas Sarkozy, « ami de trente ans »

Mais « Carignon a changé » : avec zèle, il multiplie dans son livre les propositions de contrôle des élus par les électeurs. Contrôle des marchés publics par un comité de citoyens renouvelable tous les deux ans ou création d'un déontologue, chargé de vérifier la conformité des comptes. Consultant pour des PME, il a glané un peu partout de quoi alimenter sa « nouvelle éthique », tel ce maire d'une grande ville canadienne qui

indique sur le Net le prix de la chambre d'hôtel où il a séjourné pour un voyage officiel...

Pour le seconder, il peut compter sur le soutien d'un « ami de trente ans » : Nicolas Sarkozy. Le jeune ambitieux qui s'apprêtait à ravir la Mairie de Neuilly à 29 ans admirait alors celui qui avait fait tomber Dubedout. Ils se retrouvèrent ensuite dans le gouvernement Balladur, où Alain Carignon était ministre de la Communication. Proche, également, du ministre sarkozyste Brice Hortefeux, qui lui faisait passer des messages d'encouragement quand il était en prison : « J'ai été touché de ce qui lui arrivait et impressionné de sa capacité à rebondir », dit-il aujourd'hui. « Il a payé, il a le droit à une seconde chance, non ? », glisse son ami Pierre Méhaignerie.

Ayant recouvré ses droits civiques il y a six ans, Carignon n'a eu de cesse de revenir dans le jeu,

malgré une vie à mi-temps au Maroc, où il a une maison et un grand ami, Bernard-Henri Lévy. Il a emporté une première manche en se faisant élire président de la fédération UMP de l'Isère, en 2003, « passée de 400 adhérents à 5 000 en trois ans ».

Une prouesse que n'admire pas son ex-ami, le député UMP sortant Richard Cazenave, qui n'entend pas laisser sa place. « Il y a une règle absolue, l'investiture est donnée au député sortant. Je ne vois pas ce qui justifierait de déroger à cette règle. » Mais le vote consultatif des adhérents pourrait ne pas lui être favorable : « Ça ne m'étonnerait pas, j'ai vu des familles de 12 personnes s'inscrire à l'UMP », assure-t-il. Et s'il devait perdre l'investiture, il se « présenterait malgré tout ».

CHARLES JAIGU

(1) 2011, Demain nous appartient, Editions Numeris, 12 euros.



Après avoir recouvré ses droits civiques il y a six ans, Alain Carignon s'est fait élire président de la fédération UMP de l'Isère en 2003. Nicolas Marques/KR Images Presse.